

MANIFESTE

Dimanche 5 février 2012

Devoir de culture

L'objectif du texte ci-dessous est d'interpeller les politiques à l'occasion des prochaines échéances électorales présidentielles et législatives. Il nous semble en effet urgent de susciter réflexion et débat sur la place de l'art et de culture dans le projet politique. L'enfermement de celle-ci dans une catégorie administrative spécifique a encouragé sa banalisation et son instrumentalisation. « Si on me parle de culture, j'exhibe mon territoire ! » Il s'ensuit un insupportable rétrécissement de l'action culturelle publique, d'autant plus desséchant que les politiques, tétanisés par la crise, renvoient au superflu l'intervention dans un secteur qui cesse d'être perçu comme essentiel. A l'heure où l'on parle de refonder le pacte républicain, où l'on revisite les fondamentaux, voilà qu'on réserve à l'École la mission d'éducation citoyenne. Or, si l'exception culturelle française avait un sens, c'était bien celui de placer la culture au cœur du projet politique républicain.

Ce texte est proposé à la signature des acteurs culturels qui ne se résignent ni à la langue de bois des formules convenues, ni aux simples approches corporatistes. Conçu comme une introduction au débat, il peut et doit être prolongé par vos contributions (sous forme de commentaire ou via le lien de messagerie ci-contre). L'ensemble pourra, dans un deuxième temps, être édité sous une forme papier.



L'impératif politique

La triple crise politique, économique et sociale qui ne cesse de s'amplifier depuis la fin des années quatre-vingt n'est pas susceptible d'être abordée de manière fragmentée : la réponse ne peut se trouver qu'en (re)plaçant la question culturelle au centre du débat politique. Le cadre doit être reconfiguré aux dimensions d'une Europe fragilisée. Dans un espace-temps où temps technique et temps culturel sont dissociés. Dans un système de représentations où la science n'est plus garante du discours de la promesse d'un avenir meilleur. Où enfin l'art et la culture ne se définissent plus dans des espaces nationaux clos et compartimentés.

Encore un effort pour penser la culture !

Aujourd'hui, ni la Droite ni la Gauche ne portent une véritable réflexion politique sur la place de l'art et de la culture dans l'espace public. Le mutisme des partis et des candidats à l'occasion des différentes élections depuis dix ans est éloquent. Et ni le débat rhétorique sur la fausse alternative « *culture pour tous, culture pour chacun* », ni la résurgence de l'incantation « *un art élitaire pour tous* », ne porte les germes d'un positionnement distinctif. Car la culture est, simultanément, une expérience vécue individuelle, un partage et une mise en commun qui génère de l'appartenance. Quant à « l'art élitaire », on se demande bien dans quel horizon d'attente il pourrait se situer. Celui-ci ne peut être défini que par l'expérience des artistes et des publics, les codes sans cesse revisités par les pratiques contemporaines, les nouvelles démarcations entre le réel et l'imaginaire...

Il semble que les pouvoirs publics, les partis politiques et les organisations syndicales ne voient plus dans l'art et la culture, le lieu de l'accomplissement d'un destin collectif, le moyen de la construction de Soi dans une relation à l'autre et dans un rapport d'appartenance à la Cité. Leurs rares positions, le plus souvent de nature électorale, restent prisonnières des problématiques des années quatre-vingt. La signification et la fonction attribuées à la culture demeurent écartelées entre d'une part une conception étroite qui réduit le domaine de la culture à la production et la diffusion des objets artistiques, d'autre part une approche segmentée qui la décline selon des catégories molles déterminant les goûts et les comportements des individus : le populaire, l'élitisme, la révolution numérique...

Le politique : une construction de la Cité par les actions et les paroles des hommes

La question de la démocratie culturelle se pose en même temps que celle de la démocratie politique. Culture et politique doivent être pensées simultanément, en fonction des conditions de vie de l'Homme et de son mode d'inscription dans ses espaces de vie, de travail, de loisir ; dans son rapport à l'Autre et à la Cité. Car tout projet politique implique la construction d'une communauté de valeurs symboliques. Lesquelles ne s'expriment jamais aussi bien que par l'art, pour autant qu'on prenne la peine de le mettre en culture.

Au-delà de sa conservation, si le patrimoine artistique doit être l'objet d'une transmission, c'est en raison d'une résonance qui perdurerait au-delà de son contexte. Une telle ambition doit se préoccuper de la réception esthétique des objets artistiques, qui influence les comportements culturels. La nécessité de l'action des pouvoirs publics résulte de la part essentielle que tiennent la sensibilité et l'imaginaire dans l'épanouissement de la personnalité, dans la construction d'un sens commun : le *sensus communis* des humanistes, fondement d'une identité collective. Or sans identité collective, il ne peut y avoir de projet collectif. Quel que soit le domaine de pratiques circonscrit par sa définition, la culture intervient comme le lieu où s'élabore et se vit le sentiment d'appartenance à la collectivité.

La politique, au sens large de la conduite des affaires collectives des hommes dans la Cité, est devenue opaque : d'abord livrée à l'économisme, elle subit aujourd'hui les caprices de la logique financière. Elle échappe ainsi à l'initiative de citoyens dépossédés de leur propre avenir. L'action culturelle et artistique n'a de sens qu'à la condition d'être inscrite dans une histoire politique où se pose la question de l'accomplissement de la démocratie. Et celui-ci, en tant que processus, ne peut s'envisager sans placer au centre l'exercice des droits de l'homme, en particulier celui de l'exercice de la parole. Laquelle est seule à même d'exprimer la fraternité qui est au cœur du projet républicain.

Que transmettre ?

« Notre héritage n'est précédé d'aucun testament »[1]. Cet aphorisme du poète René Char repris par Hannah Arendt dans la préface de 1954 de son livre *La crise de la culture*, pourrait servir de boussole et de carte au questionnement sur la place de la culture. À l'issue de quatre années de résistance, Char voulait signifier que l'héritage était de l'ordre d'un imaginaire, d'une volonté, d'une tradition qui « choisit et nomme, qui transmet et conserve, qui indique où les trésors se trouvent et quelle est leur valeur »[2]. Ainsi le trésor a-t-il disparu, non en raison de circonstances historiques mais parce « qu'aucune tradition n'avait prévu sa venue ou sa réalité, parce qu'aucun testament ne l'avait légué à l'avenir »[3].

Pour le champ de la culture et de l'art, la raison n'est-elle pas que les héritiers, tout comme les acteurs, les personnages emblématiques, les militants inconnus et les artistes impliqués dans une aventure collective, ont été gagnés par une faiblesse de l'âme : l'oubli de ce trésor qu'ils avaient possédé et auquel ils n'ont pas su donner de nom ? Ce nom n'était-il pas celui de « bonheur public », si cher à la Révolution française, puis aux mouvements d'Éducation populaire ?

Sortir des logiques de communication et de l'événement

La politique culturelle s'est dangereusement banalisée et aseptisée dans une stratégie de communication et d'image de marque. Le mouvement a débuté dans les années 1980, dominées par les valeurs de l'efficacité, de l'argent et de la vitesse. L'extase et le vertige ont masqué la profondeur de la crise économique, sociale et culturelle. Si la politique de Lang, du moins lors de son premier mandat a eu des effets très positifs, ceux-ci ne se sont guère confirmés sur la longue période. Une politique n'est pas faite de la juxtaposition d'événements : les actions pour le livre, le patrimoine ou la musique... ne doivent pas se manifester une seule fois dans l'année. Or seul semble compter ce qui s'inscrit comme un éclair au firmament médiatique. On ne se pose pas la question des traces ; on ne s'interroge pas sur la manière de faire perdurer les effets. Un événement ne vaut, pourtant, que s'il se prolonge dans la durée et dans l'espace.

Une démocratie participative et culturelle

La démocratisation culturelle, comme accès du plus grand nombre aux œuvres, est aujourd'hui une visée insuffisante. Il n'existe pas de culture sans réelle appropriation et participation des personnes constitutives d'un groupe. La diffusion, au plus grand nombre, des œuvres légitimes se fonde sur la magie supposée de l'art et l'efficacité attribuée à la technique. Or on ne peut plus se contenter de poser le couple art/culture sans s'interroger sur leurs relations et leur articulation. Les notions d'art et de culture ne peuvent pas s'examiner dans la confusion ou l'opposition : l'art n'est pas subversif par nature ; la culture n'est pas nécessairement fédératrice et consensuelle. Leur articulation forme la condition d'un projet démocratique.

Il convient de réfléchir à nouveaux frais sur les pratiques artistiques et culturelles et en particulier celles des amateurs ; qu'elles soient de l'ordre de la peinture, de la musique ou du théâtre, elles ont toujours été considérées comme des pratiques mineures. L'idée de démocratie culturelle remonte aux années 1970. Il faut la retravailler pour donner, à chacun, les moyens de trouver son propre mode d'expression et de relation dans de multiples domaines de la vie : l'éducation, le travail, les loisirs... Aujourd'hui, il s'agit de mettre en place des actions artistiques et culturelles qui permettent à chacun de se construire dans une perspective où rationalité et sensibilité se combinent pour forger cet « Homme esthétique » dont le dramaturge Friedrich Schiller rêvait et qu'il conseillait à son prince de promouvoir à travers une éducation artistique.

Forger le trait d'union du Vivre-ensemble

Un projet politique qui prend au sérieux l'art et la culture doit dépasser la séparation culture/éducation populaire et les articuler dans une démarche conjointe et transversale. En outre, le phénomène artistique ne peut être réduit au rapport à l'œuvre. Il importe, par l'action culturelle, de redonner à l'art sa dimension relationnelle – donc politique, au sens citoyen du terme. Il incombe à la puissance publique de construire les conditions d'un partenariat entre les équipes artistiques et les populations. Cela passe par un développement, à tous les niveaux du système scolaire, d'une véritable éducation esthétique. Laquelle ne pourra s'accomplir pleinement que dans le cadre d'un travail coordonné avec les réseaux d'Éducation populaire.

Il est urgent de refonder l'union de la culture et du politique, union sans laquelle ce dernier ne peut accomplir pleinement sa mission. Ce n'est que dans l'alchimie d'un mariage de la raison et de la sensibilité que peut se réaliser un projet politique véritablement démocratique. L'enjeu est de permettre à chacun de se construire et de se reconnaître, individuellement et collectivement, dans une relation sensible et active au sein de l'espace public. Là où les hommes peuvent, ou doivent pouvoir agir en tant que citoyens.

Grenoble–Dijon, janvier 2012

Jean Caune, Isabelle Mathieu, Claude Patriat

[1] René Char, *Feuillets d'Hypnos*, Paris, 1946.

[2] Hannah Arendt, préface, *La Crise de la culture*, Gallimard, 1972, p.14

[3] Ibid. p. 14

Par devoirdeculture Publié dans : [**manifeste**](#)

CRÉER UN BLOG GRATUIT SUR [OVER-BLOG.COM](#) - [CONTACT](#) - [C.G.U.](#) - [RÉMUNÉRATION EN DROITS D'AUTEUR](#) - [SIGNALER UN ABUS](#)